

10

informations correspondance ouvrières

Regroupement Inter Entreprise

SOMMAIRE

LI A ISONS

réunion inter-entreprise

LES TRAVAILLEURS EN FRANCE

Mourenx, Remington, RATP

LES TRAVAILLEURS DANS LE MONDE

Conversation avec un camarade hongrois
Union Sud-Africaine

L'EVOLUTION DES SYNDICATS

Accords d'entreprise et concurrence capitaliste
L'orientation syndicale dans la campagne de Padoue

NOTES DE LECTURE

Néo-capitalisme et néo-conformisme
La planification démocratique.

CORRESPONDANCE

CINEMA

La lutte finale
Tu ne tueras point

REVUE DE PUBLICATIONS

LE NUMÉRO

0.30 N.F.

mensuel

N° 13 - DECEMBRE 1962

ICIISONS

La Réunion sur l'Espagne:

s'est tenue le 24 Novembre, organisée conjointement par le groupe Louise Michel (FA) et ICO. Nous reproduirons ultérieurement la discussion qui a suivi, celle qui se poursuit encore, en même temps que les critiques au numéro spécial d'ICO consacré à ce sujet (brochure Espagne 62- envoi contre 0.50NF au ccp).

Réunion interentreprise Paris:

samedi 15 décembre - 14 présents - 2 excusés.

questions pratiques: à partir de janvier nous essaierons de faire chaque mois une seconde réunion consacrée spécialement à la confection du bulletin.

Informations d'entreprise:

Renault: le camarade a expliqué dans son atelier le sens réel des élections à la Sécurité Sociale et a continué à travailler pendant l'heure consacrée au vote pour marquer son opposition.

Il y a des déplacements continuels d'ouvriers d'une usine à l'autre d'une grève de dessinateurs contre les 48 heures, personne n'a parlé; elle s'est terminée par un échec. L'attente de la prime de fin d'année, la peur des mutations fait qu'il ne se passe rien.

Jumont: (construction électrique) Aucune action depuis octobre Débrayages limités symboliques de quelques ateliers au cours d'une visite du directeur général accompagné de directeurs de firmes alliées (ACEC et boîte allemande) Réaction et menace de la direction; attitude soumise des délégués.

Petite boîte de construction mécanique: difficulté d'avoir une position uniforme dans le vote aux élections d'entreprise ; dans cette boîte ,le patron est réactionnaire et pro gaulliste ; aller voter ,c'est protester ,montrer une cohésion face à la direction

P et T semaine revendicative traditionnelle pour les fêtes . C'est la grève de routine des syndicats.

Petite boîte -métallurgie : pas de délégués ,mais le patron se sert de deux ou trois anciens comme d'intermédiaires avec les ouvriers ;après quelques allées et venues ses propositions d'augmentation sont passées de 3% à...3,50%

MORS (signalisation électrique) des bruits de discussion au sujet d'un mois de vacances.

Livre : Un camarade parle ,à travers ses difficultés personnelles de la situation bien particulière des travailleurs du livre (salaires élevés(7,60 de l'heure pour 3,50 à un CS chez Renault) échelle mobile ,primes ,course aux heures supplémentaires)

Des lettres ont été reçues d'un autre camarade du livre et d'un camarade de chez UNIC (tables à dessin) ;ces lettres figurent dans la correspondance.

ESPAGNE

La discussion sur la réunion publique et sur la brochure sera reprise avec l'ensemble des critiques.

Les travailleurs en France

MOURENX

est cette ville champignon moderne édifée à côté du complexe industriel de Lacq. Depuis quelques mois, la population de Mourenx qui travaille toute aux usines de Lacq était mécontenté des conditions financières de logement (augmentation du prix de l'eau, du chauffage): la société immobilière unique, propriétaire de tous les immeubles, et filiale des entreprises de Lacq, refusait de discuter.

A l'appel du Comité de défense des locataires, qui groupe toutes les associations et organisations de la ville, les habitants décidèrent, pour le samedi 22 novembre une marche sur la préfecture de Pau. A 14 heures, la ville fut mise en état de siège par la police, isolée du monde par des barrages sur toutes les routes: interdit d'entrer et de sortir; plus de 1000 voitures étaient bloquées sur les routes; les pellicules de photos étaient saisies.

Devant cette situation, il fut décidé une grève générale pour le Lundi grève qui aurait touché toute la vie de la cité autant que les usines de Lacq.

C'est alors que les "autorités" cédèrent et acceptèrent de discuter et de nommer un représentant permanent à Lacq.

Ce bref conflit s'apparente à celui de Thionville (à propos d'augmentation des tarifs de transport à la SOLLAC) que nous relations dans le précédent numéro d'ICO, et mérite réflexion, car pour nous, il est très significatif des rapports sociaux dans la société industrielle moderne.

MOURENX est le type même de la cité industrielle moderne où tous les habitants travaillent dans les mêmes usines locales. Ils sont soumis aux mêmes conditions d'aliénation dans leur vie de travail, dans leur vie privée. Notamment ils ne peuvent s'évader d'une certaine atmosphère qui est celle des cités modernes.

Ces faits, d'une part, donnent une cohésion et une force aux mouvements revendicatifs quels qu'ils soient, qu'ils se situent dans, ou hors, de l'usine d'autre part, donnent un caractère explosif à des revendications en apparence mineures mais qui se trouvent tout d'un coup contenir tous les refus qui n'ont pu s'exprimer auparavant.

La grève paraît alors un moyen d'action normal pour défendre des revendications qui ne sont pas liées directement au travail. De tels mouvements sont difficilement pensables dans la région parisienne par exemple où, sortis de l'entreprise, les travailleurs sont dispersés, individualisés, dans une multiplicité de situations particulières.

En face de la violence potentielle d'un tel mouvement, la violence de la réaction des détenteurs du pouvoir (direction de l'usine, Préfet), s'explique aisément.

.....

REMINGTON à CALMIRE / (Rhône - machines à écrire)

Les syndicats ont promené les travailleurs déjà licenciés ou menacés de licenciement (c'est la tactique employée avec succès à Fives-Lille en 1958 et à DECAZEVILLE de décembre 1961 à février 1962

L'Humanité du 4 décembre peut titrer:

"Devant l'action des travailleurs de Calmire, Remington lâche du lest "

Le Monde du même jour indique que l'usine sera définitivement fermée à la fin du mois de janvier et que le sort du personnel "demeure incertain". En fin de compte, il semble bien qu'en échange de deux mois de salaire, Remington, entreprise américaine, ait toute liberté de mettre sur le pavé 1200 travailleurs.

Les syndicats essaient dans de telles circonstances d'agir par les voies légales: pétitions, démarches, manifestations devant les autorités. Mais ces voies légales ne mènent nulle part. Une entreprise étrangère décide - dans son optique propre d'entreprise capitaliste- quel pouvoir, dans notre société capitaliste, planifiée ou non, peut l'en empêcher? Certainement pas le gouvernement. Seuls les travailleurs. C'est ce qui avait été un peu amorcé par une occupation de l'usine... et rapidement désarmé par les syndicats. On ne doit se battre légalement, c'est-à-dire avec des sabres de bois.

.....

PETITE GUERRE à la RATP /

Les ouvriers d'entretien des autobus sont en grève depuis Octobre dernier, pour leurs salaires: ils réclament notamment une prime de 60 NF mensuelle

Pour 45h par semaine, un CS débute à 491 NF par mois, au bout de 16 ans, passé OP, il perçoit 650 NF. Un ouvrier qualifié débute à 674 NF et au bout de 16 ans touche 809 NF.

Pour "faire face à la grève" la RATP a annulé les visites de contrôle des bus. Mais peu à peu, les grèves tournantes et la grève du zèle paralysèrent les dépôts. Au dépôt Michelet, à St Ouen, où 40 voitures sur 110 étaient immobilisées des manifestations eurent lieu dans l'usine; six militants furent mis à pied. Au cours d'un débrayage pour protester contre cette mesure, la police et l'armée occupèrent le dépôt, et des militaires se mirent à réparer les bus. Un autre dépôt fut occupé à Pantin.

Ceci se situe le 6 Décembre: ce qui est le plus significatif depuis cette date, c'est toute l'habileté des syndicats (majorité CGT) pour éviter qu'un

mouvement de solidarité^{ne} s'étende à l'ensemble des dépôts et des bus. Les grèves tournantes et perlées n'ont pas réussi à briser la combativité des ouvriers; quand la direction et le gouvernement usent de la force, la seule réponse des syndicats c'est toute une succession de manoeuvres pour ne pas affronter une épreuve de force avec le pouvoir.

x x

x

Dans le monde, des travailleurs

CONVERSATION avec un camarade ouvrier Hongrois /

-Question: Pourrais-tu me parler de l'insurrection de Budapest en 1956?

-Réponse: Ce n'était pas une insurrection, c'était une véritable révolution. Le mouvement populaire a tenté de renverser l'Etat et le régime, soutenu par les chars russes.

-Q: Quelles sont les causes essentielles de la révolution?

-R: la manque total de liberté, l'occupation militaire russe, et la misère de la population, voilà les principaux facteurs. Je vais te parler de l'occupation russe.

J'étais membre du Parti communiste depuis 1918. J'étais le septième membre à la fondation. Pendant la guerre, j'étais partisan. J'étais contre le fascisme allemand, et non contre les allemands. Je croyais à la fraternité socialiste des russes; à la soi-disant "libération", immédiatement l'armée russe prit la place de l'occupation allemande. Tout ce que les russes ont fait en Hongrie a dépassé en cruauté et en barbarie tout ce que j'ai su au sujet de la guerre que les Français ont mené en Indochine et en Algérie. Les soldats russes même membre du parti communiste, violent les femmes, n'épargnant ni les femmes âgées, ni les petites filles de neuf ans, les viols collectifs ne sont pas rares. Six personnes de ma famille, dont quatre étaient membres du parti communiste, furent tuées par les Russes après la libération en l'espace d'une année. Ils démantelaient les usines et envoyaient toutes les machines en état de fonctionnement en Russie. Les russes ont complètement saccagé la Hongrie. La misère fut terrible. La haine des Russes est dans tous les coeurs hongrois. Un des objectifs principaux était de mettre fin à l'occupation russe. Nous sommes une petite nation: nous sommes dix millions d'habitants dans notre pays, et trois millions autour de nous, occupés par les Tchèques, les Yougoslaves et les Roumains. Mais nous désirons vivre neutres et libres.

J'ai été exclu du P.C. en 1949 pour avoir exprimé à un camarade mon opinion, c'est-à-dire que "notre régime n'est pas du socialisme; c'est du capitalisme d'Etat". L'Etat représenté par la nouvelle classe dirigeante, remplace l'ancienne bourgeoisie. L'Etat qui décide combien gagnent ouvriers et ouvrières, l'Etat qui décide si les prix des marchandises seront augmentées ou abaissées,

Alors le patron c'est l'Etat, c'est lui qui dirige sur le marché du travail et sur le marché des produits. Il y a des syndicats, mais les délégués sont délégués par le Parti. Or l'Etat = Patron = Parti = Nouvelle classe. (N'oublions pas que tout cela est arrivé avant Djilas, en 1949) (I)

L'opposition ne peut pas exister parce que la nouvelle classe l'élimine. C'est pour cela que Rayk et les autres bons et anciens camarades furent exterminés avec Imre Nagy. N'oublions pas que Kadar, chef du gouvernement et secrétaire général du parti a été libéré par Imre Nagy et c'est lui Kadar qui a exterminé Imre Nagy et trahi odieusement la révolution d'octobre 56. Méthode stalinienne. Ils ont totalement recopié les méthodes russes.

Les petits paysans sont encore plus contre le régime que les travailleurs industriels. Ils n'aiment pas les kolkhozes et les sovkhoses, mais l'Etat fait pression: 93% sont entrés dans les sovkhoses et les kolkhozes. C'est pour cela qu'il y a toujours des difficultés d'approvisionnement en pain, en viande, même en légumes. Et au marché noir, tout coûte cher. Les dirigeants des sovkhoses et des kolkhozes sont assez souvent juifs et quelquefois gitans; ni les uns ni les autres n'aiment les paysans hongrois. C'est regrettable, mais l'antisémitisme existe encore pire qu'autrefois. Rakosi et Gero, les deux dirigeants principaux du parti étaient malheureusement juifs et c'est ce que tout le monde sait.

Parmi les soldats russes des anciennes troupes d'occupation, beaucoup ont fraternisé avec nous au début de la révolution. Alors, les russes ont fait venir de Russie des troupes fraîches avec des milliers de chars et de blindés pour nous réprimer. Les dirigeants russes ont dit aux soldats: "il faut marcher contre les américains, et non contre la révolution hongroise". La Russie est aussi impérialiste que n'importe quelle autre puissance impérialiste.

La révolution débuta par une manifestation organisée par les jeunes, le 4/II/56. Les intellectuels libéraux, les nationalistes y participaient également. Tout le monde détestait le régime de Rakosi, appuyé sur sa police secrète. Cette police a tiré sur les manifestants dès le début du mouvement, qui réclamait le retrait des troupes russes de Hongrie, et Imre Nagy au pouvoir. Les conseils ouvriers naissaient spontanément comme une traînée de poudre dans tous les centres industriels. Ils occupaient les usines en faisant la grève générale pour appuyer les susdites revendications. Kadar qui a été libéré par Imre Nagy en 1953, une semaine après la révolution a trahi la révolution et après un an et demi fit pendre Nagy, ainsi que beaucoup d'autres qui avaient organisé la lutte contre les russes et contre la dictature. Lorsque je fus exclu du parti, mon fils ne put continuer ses études. Pourtant, il était le premier de la classe. Il a vu comment les gens de Budapest ont déboulonné la colossale statue de Staline et l'ont découpé en morceaux au chalumeau.

Je suis mécanicien en mécanique générale, et ai dirigé une section d'éducation ouvrière d'un quartier.

-Q: Comment vit l'ouvrier hongrois?

-R: il vivait (même encore aujourd'hui) mieux que l'ouvrier russe, mais moins bien que l'ouvrier en occident. Pas de droit de grève. Les conditions

(I) DJILAS: est un communiste yougoslave, auteur d'un livre intitulé "La nouvelle classe dirigeante" (Plon) dans lequel il essaie d'analyser la place tenue dans les sociétés de l'Est par les dirigeants. Il fut emprisonné par Tito, puis libéré, puis de nouveau emprisonné pour avoir "révélé" des secrets d'Etat dans un livre "Conversation avec Staline" (NRF).

du travail, les salaires sont déterminés par l'Etat. Les syndicats jouent le rôle d'agents de l'Etat pour contrôler les ouvriers. Le régime du livret est copié sur celui de la Russie. Lorsque le livret porte des mauvaises notes, des mentions de renvoi, tu ne pourras te faire embaucher nulle part. Si tu es une tête dure, la police secrète veillera sur toi. J'ai un ami, habile ouvrier, renvoyé; il parvient à se faire caser comme chauffeur-livreur. Pour l'empêcher de gagner sa vie la police lui a tout simplement confisqué son permis de conduire.

-Q: Quand es-tu arrivé en France?

-R: En 1957, un an après la révolution. J'étais venu voir l'ambassade de France. Ils m'ont donné le visa bien que je leur aie dit que j'étais ancien membre du parti communiste. D'anciens camarades actuellement en fonction m'ont demandé de rentrer au parti une nouvelle fois. Je leur ai dit que j'ai le lumbago dorsalis qui m'empêche de me courber. Je préfère rester ici, et travailler comme une bête pour vivre avec un peu de liberté.

-Q: Que penses-tu de l'avenir du mouvement ouvrier dans le monde?

-R: difficile à dire. Dans l'usine, il y a des dirigeants syndicaux et des délégués communistes qui se conduisent comme des patrons envers les ouvriers. Je sais bien que la CGT est subordonnée au parti communiste, qui nous traite de fascistes, mais j'adhère à la CGT, car je ne vois aucune autre organisation qui actuellement défende les intérêts des ouvriers. Tant qu'ils ne sont pas encore au pouvoir pour devenir la nouvelle classe dirigeante, la CGT et le parti communiste sont obligés de défendre les intérêts ouvriers. Autrement, ils se perdent.

-Q: Ne penses-tu pas que tu renforces ainsi une force réactionnaire que tu condamnes? La CGT exploite le mouvement ouvrier au profit d'un parti qui n'a d'autre but que celui des Kadar en Hongrie?

-R: je ne sais pas, mais peut-être tu vois plus clair que moi.

UNION SUD-AFRICAINNE:/

(le texte qui suit est extrait de "INFORMATIONS et
CONJONCTURES - organe d'information patronal).

... En Mars 1960, les Bantous réclamaient des augmentations de salaire la rémunération mensuelle moyenne du manoeuvre noir (85% des bantous sont manoeuvres) correspondait à 18.200 Frs et l'organisation "Bantu Wage Association" (qui n'est pas un syndicat, ce genre d'association étant prohibée, mais un organisme economico-social, bantou, toléré) estimait le minimum vital mensuel à l'équivalent de 22.400 Frs. En réponse à ces revendications, exprimées timidement, le Gouvernement de Prétoria décréta que tout les Bantous devraient avoir un laissez-passer et le porter en permanence. Les deux principaux partis politiques noirs, le " Congrès National Africain", dirigé par Albert Luthuli, et le "Congrès Pan-Africain" conduit par Sabukuwe, saisirent l'occasion pour ordonner des manifestations de "protestations civiques"; tandis que le "C.N.A." recommandait à ses militants de prendre le deuil, le "C.P.A." organisait des rassemblements devant les commissariats de police, les manifestants avaient pour directives de déchirer les laissez-passer.

A Sharpville, près de Johannesburg, le 21 Mars 1960, les policiers crurent que les noirs venaient assiéger le commissariat, ils ouvrirent le feu, tuant 70 personnes, en blessant 200; la nouvelle (fausse) d'une attaque fut connue en quelques heures, grâce aux télécommunications, dans toute l'Union et dans toutes les grandes villes, les policiers induits en erreurs, se livrèrent à des représailles sanglantes. On peut écrire que c'est le manque de sang-froid des policiers de Sharpville qui a engagé la guerre civile en gestation. L'état de siège décrété par le gouvernement Verwoerd le 29 Mars 1960, tant le ministère redoutait une insurrection générale des Bantous, ne fut annulé que le 20 Juin 1960.

Actuellement, de nouvelles revendications de salaires sont formulées par les Bantous. Au printemps dernier, le grand patronat parvint à convaincre le gouvernement de Prétoria à fixer l'équivalent de 24.150 Frs par mois, le salaire minimum d'un manoeuvre; pratiquement cette régie n'est appliquée que par les employeurs lucides ou qui ne veulent pas d'histoires lorsqu'ils utilisent un personnel noir nombreux; la "Bantu Wage Association" estime que le salaire minimum devrait actuellement correspondre à 51.740 Frs. L'agitation politique se développe en fonction du mécontentement général social, en exploitant ce dernier. La propagande des deux organisations (maintenant clandestines) politiques bantoues explique, en bref, ceci:

1) les employeurs européens ont besoin de vous (en effet, les mines emploient 65.000 européens et 435.000 noirs; il y a dans l'agriculture 15.000 salariés européens et 1.000.000 de journaliers noirs; dans les commerces on recense 150.000 employés européens et 350.000 employés noirs; dans les transports le nombre des européens est de 120.000 et celui des noirs 280.000, etc...)

2°) donc, puisqu'ils ont besoin de vous, ils doivent vous payer suffisamment pour que vous puissiez satisfaire vos besoins;

3°) ils font pr atiquer "l'apartheid" par le gouvernement aussi bien pour limiter vos besoins que pour vous payer très peu;

4°) aidez ceux qui luttent contre "l'apartheid" ceux qui luttent pour vous obtenir les droits politiques qui vous assureront une meilleure existence.

Et pour manifester que cette lutte est bien engagée réellement, les agitateurs se livrent à des attentats que le gouvernement de Prétoria ne peut plus dissimuler, qu'il admet même en faisant donner des conseils de surveillance et de sécurité aux européens par le réseau radiophonique.

Pour 10.500.000 noirs, métis et indiens, il y a, en Union Sud Africaine 3.000.000 de blancs dont 1,5 million d'Afrikaaners. Ces derniers sont parvenus à se rendre maîtres du pays normalement, c'est-à-dire électoralement; non pas en obtenant dans les scrutins plus de voix que les non-afrikaaners, mais en obtenant un découpage des circonscriptions, particulièrement au Transvaal et dans l'Orange qui favorisait les électeurs et les candidats afrikaaners. Les Afrikaaners, qui détiennent tous les portefeuilles de ministre et tous les postes de haut-fonctionnaire ne firent adopter la République (le 5 Octobre 1960) que par 73.980 voix de majorité, soit 850.458 suffrages "pour" et 775.878 "contre"; car 10.500.000 noirs, métis, indiens, ne furent pas autorisés à participer à ce référendum dont le résultat a été proclamé légal alors que le projet de loi prévoyait qu'un résultat ne serait valable que s'il reposait sur 2/3 des suffrages exprimés.

On croit généralement que les non-afrikaaners sont adversaires de "l'apartheid" en vérité, si les afrikaaners veulent la ségrégation verticale (c'est-à-dire absolue) leurs adversaires veulent tout autant la ségrégation, mais horizontale et c'est peut-être la pire; en effet, les afrikaaners ne veulent employer que le strict minimum de main-d'oeuvre bantoue et installer le "surplus" dans les "réserves" prévues à cet effet, et économiquement organisées de manière que les bantous y vivent dignement; les non-afrikaaners souhaitent au fond disposer de la totalité d'une main d'oeuvre pléthorique offrant sa force, parfois ses compétences, à des prix dérisoires.

Jusqu'à ces dernières semaines, les deux organisations politiques indigènes, la "C.N.A." de Luthuli (Prix Nobel de la Paix en résidence surveillée dans sa petite propriété de Grotville, non loin de Durban) et le "C.P.A." de Sabukuwe, étaient en conflit; Sabukuwe, professeur de littérature âgé de 40 ans, faisait grief à Luthuli, professeur de droit âgé de 62 ans, d'accepter la "déportation" des bantous dans les "réserves", de choisir les intérêts des privilégiés bantous (Luthuli est un chef indigène zoulou de la région d'Omvoti) de "démoraliser" les jeunes par sa doctrine de non-violence.

Il ne fait plus de doute que les deux partis se sont alliés et que de cette entente est sortie l'organisation terroriste secrète "La Lance de la Nation", dont les militants échappent aux investigations policières et manifestent une totale incapacité à manier la dynamite (volée dans les mines) et le plastic....

Des maquis peuvent être facilement organisés dans ce pays de 1.220.000Km carrés, sur lequel se développe un arc montagneux nord-sud, le Drakensberg, dont l'altitude varie de 1.600m à 3.280m et qui va du désert du Karroo jusqu'à la frontière septentrionale du Transvaal, le fleuve Limpopo, en bordant les régions minières et industrielles.

x x

x

les syndicats

ACCORDS d'ENTREPRISE et CONCURRENCE CAPITALISTE /

Chez NEYRPIC (construction électrique- Grenoble) : il y a un en un accord d'entreprise avait été signé par les syndicats, accord qui garantissait notamment un certain niveau de salaire et une certaine progression de ceux-ci. Pour la direction un tel accord était la garantie de conserver une main d'oeuvre qualifiée dans un secteur en "expansion", pour les syndicats c'était la consécration d'un certain rôle dans l'entreprise.

Malgré de nombreuses commandes, la firme en question a un déficit important: celui-ci tient à la concurrence internationale; 50% de la production va à l'exportation où c'est la guerre au couteau, question tarifs. Conséquence: Alsthom, déjà présent dans cette société, la reprend pour une "réorganisation"
Première déclaration du nouveau directeur:

"il faut mettre un terme au déséquilibre de l'exploitation car nos prix de revient ont augmenté plus que nos prix de vente. Parmi les mesures d'austérité que nous comptons appliquer, il va falloir prévoir l'arrêt provisoire des clauses du contrat d'entreprise concernant la progression régulière des salaires".

Cet exemple montre bien l'impossibilité de régler dans le cadre d'une société d'exploitation, le problème des salaires par une prévision. C'est la concurrence capitaliste qui impose sa loi et qui fait sauter ce que patronat et syndicats présentent comme des "solutions" aux luttes ouvrières.

Si cette "planification" est impossible à l'échelle de l'entreprise on vous laisse à penser ce qu'elle vaut à l'échelle de l'état capitaliste.

o o o o o

PECHINEY ALUMINIUM et RHONE-POULENC /

viennent de refuser de renouveler les accords d'entreprise conclus en 56-58. PECHINEY-St GOBAIN ont renoncé à faire un accord semblable.

Patronat et syndicats qui avaient cru aux vertus de tels accords se renvoient la balle. Pour la CFTC, (industries chimiques) " dans la mesure où de tels accords ne suffisent pas à contenir l'action syndicale, ils sont dénoncés par les directions qui n'y voient plus aucun intérêt ". Pour les patrons, les syndicats sapent l'autorité de la direction dans la mesure où ils essaient de faire reconnaître la section syndicale d'entreprise et lier les salaires à la prospérité de l'entreprise.

La réalité de l'attitude du patronat et du "durcissement" des syndicats est que les travailleurs ont fait grève "souvent et massivement" malgré les accords signés. Cela prouve que les travailleurs ne se laissent pas illusionner.

Cependant, malgré cela, le problème important n'est pas là; de la position des syndicats, il apparaît qu'ils ne sont pas opposés à un accord d'entreprise qui leur donnerait des droits, en tant que syndicats, qu'ils présenteraient comme une conquête sociale, puisqu'ils seraient "concedés" par les directions à la suite d'une grève.

Mais l'exemple de Neyrpic montre précisément ce que vaudrait un tel accord, puisqu'en fin de compte c'est la situation internationale qui règle tout.

Que feraient les syndicats liés étroitement à l'entreprise parce qu'ils en tireraient des droits et un pouvoir, en présence d'une situation aboutissant à bloquer les salaires pour "sauver" l'entreprise menacée par la concurrence capitaliste?

C'est là le vrai problème.

-8-

L'ORIENTATION SYNDICALE DANS LA CAMPAGNE DE PADOUE /
(texte tiré de "Unita Proletaria")

Le 25 février 1962 s'est tenue la seconde conférence des délégués de la région. En présence des secrétaires de la CG I2 (à tendance socialiste) le secrétaire général des ouvriers agricoles a annoncé la nouvelle plate-forme des revendications. Ce texte n'avait pas été mis en discussion à la base, aucun des militants paysans n'en avait entendu parler. Le secrétaire a dit que la politique revendicative n'est plus en mesure de résoudre les problèmes généraux. Il s'agit maintenant de participer à la planification régionale et nationale, de concorder et coordonner avec les autres organismes les besoins des travailleurs de la terre.

" Ce qui dans cette recherche nous différenciera du propriétaire foncier, c'est que lui part du besoin d'organiser sur la base d'une recherche du profit maximum, tous les rapports du travail; nous, nous devons partir au contraire du travailleur et, par une recherche sérieuse, démontrer que son intérêt n'est pas inconciliable avec celui de la production ". Les revendications maximums ne sont pas " la terre à ceux qui la travaillent," mais " remplacer le propriétaire foncier dans le plan s'il ne le respecte pas ".

Ensuite le secrétaire a proposé de "faire jouir le travailleur de la part qui lui revient" par le moyen des salaires différenciés. Il divise les différentes qualifications des travailleurs:

- 1) ceux qui peuvent diriger,
- 2) ceux qui peuvent faire des réparations sur les machines
- 3) ceux qui peuvent faire marcher les machines à traire.
- 4) ceux qui peuvent conduire des tracteurs, etc...
- 5) ceux qui peuvent conduire le bétail,
- 6) ceux qui n'entrent pas dans les autres catégories.

Quant aux grèves, il faut choisir le moment opportun, aussi: " nous ne ferons pas de grèves à outrance, car il faudra tenir compte du cadre du développement des investissements de l'Etat ".

Enfin, le secrétaire général de la CG I2, EVA, champion du néo-capitalisme fit un grand discours. Il parla du "miracle qui dure", de la "nouvelle civilisation", " c'est dans les armées qui viennent que beaucoup de choses vont se décider".

x x

x

LE ROLE DES SYNDICATS OUVRIERS

....Dans le domaine social, le délégué général consacre une large part de son rapport aux organisations syndicales de salariés en observant notamment que s'il n'y a en France qu'un nombre relativement faible de syndiqués, ces organisations n'en constituent pas moins, à son sens, des interlocuteurs valeables par le rôle qu'elles jouent sur le plan professionnel et dans le pays, notamment en prenant une place de plus en plus grande dans les organismes où se décident les grandes options économiques...

(extrait du Monde 22-12-62 d'un compte rendu de l'Assemblée générale de l'Union des industries textiles, syndicat patronal du textile)

des lectures

NEO-CAPITALISME et NEO-REFORMISME: LA PLANIFICATION DEMOCRATIQUE

- "L'Etat et le Citoyen" - Club J.Moulin - Ed. Le Seuil.
- "Les Cahiers de la République" Juin 1962.
- "La Planification Démocratique" - Club Jean Moulin.
- "Planification française et démocratie" - Economie et Humanisme.
- "La République Moderne" - P.M.F.
- "Plaidoyer pour l'Avenir" - L.Armand et M.Drancourt - Ed.Calmann-Lévy.

Toute cette littérature, à la lecture de laquelle nous nous sommes astreints, pour une bonne part, traite en fait d'un sujet qui déborde le cadre de simples notes de lecture. Néo-capitalisme et néo-réformisme, ces deux aspects complémentaires d'un tout qui représente une étape de plus vers le capitalisme d'Etat, exigeraient en effet une étude et une discussion approfondies.

Nous ne pouvons donc que cerner les problèmes soulevés, essayer d'en reconnaître la nature, et signaler ce que nous avons lu d'utile dans tout cela.

Tous ces livres et brochures ont ceci de commun, malgré des analyses parfois différentes du capitalisme dans sa phase actuelle, de proposer aux travailleurs, et aux citoyens, une solution unique; pour qui, pour quoi, on ne le sait trop. Cette panacée, c'est la planification démocratique. Rien d'étonnant donc à son utilisation comme slogan électoral.

Tous les promoteurs de ce beau programme n'ayant pas eu de chance au travers des récentes élections, on pourrait en conclure que leur prose pourrait être commentée plus tard. Que non, justement. Des gaullistes de gauche ont aussi participé aux "colloques" qui préparèrent le colloque en question. Et même sous la houlette de notre actuel Charlemagne, nous le retrouverons accommodé à une sauce bien peu différente. Quant à sa version originale, elle restera l'apanage de l'opposition "constructive" (voir A.Philip-Le Monde- 30/II/62).

Ce n'est pas pour rien qu'aux colloques dont nous venons de parler participaient des dirigeants syndicaux (même de la CGT) des représentants des jeunes agriculteurs, et des jeunes patrons, des commissaires au Plan, des socialistes, de droite et de gauche, et P.M.F. bien entendu, ainsi que les gaullistes de gauche, déjà cités (voir Les Cahiers de la République- N° de juin 1962 • consacrés à la Planification démocratique).

Si nous reprenons la lecture du plus vieux, mais du meilleur (parce que le plus utile) des bouquins qui font l'objet de ces notes: "Plaidoyer pour l'Avenir", de L. Armand, il est aisé de comprendre que Planification démocratique adaptation des structures politiques, profonde réforme de l'enseignement, sont nécessaires à ce néo-capitalisme dont Armand nous dit qu'il correspond à l'évolution du capitalisme dans une phase nouvelle, caractérisée par un développement prodigieux des moyens de production, grâce aux formidables progrès de la science, de la technique et de l'organisation. En nous donnant ainsi une saisissante description de ce qu'il appelle la phase phi 2, l'auteur fait apparaître pour les lecteurs quelque peu avertis, la contradiction fondamentale du capitalisme, c'est à-dire l'antagonisme entre les forces de production et la nature des rapports de production, en résumé l'opposition entre capital et travail.

Pour L. Armand, bien sûr, tout peut s'arranger par des "mutations" Le terme revient sans cesse dans son bouquin. Il est exact que la bourgeoisie s'est jusqu'alors fort bien débrouillée pour conserver les leviers de commande Et c'est encore elle qui se retrouve, rajeunie, dans les plus dynamiques managers et technocrates modernes dont le principal souci est d'assurer et de garantir les intérêts et dividendes des tenants du capital, bénéficiaires principaux du régime d'exploitation que nous subissons.

La société industrielle moderne a cependant besoin d'un nombre croissant d'hommes qualifiés à tous les niveaux. D'où l'insistance d'Armand au sujet de la réforme de l'enseignement et de la formation continue. L'intelligence n'est pas le privilège de la bourgeoisie. On a maintenant besoin du phosphore démocratique.

La société industrielle moderne doit prévoir et organiser l'avenir. Des plans sont indispensables. Mais il leur faut l'adhésion de tous les travailleurs, d'où nécessité d'une information adéquate. Il faut surtout, et nous citons:

"Les syndicalistes occuperont un rôle croissant dans la société de l'avenir. Ils doivent donc eux aussi opérer une mutation et passer du stade de la revendication, à celui de l'association des responsabilités. Il faut, pour qu'ils y parviennent, que l'information et la formation soient assurées de telle sorte..."
(p. 246).

C'est cela l'essentiel de la planification démocratique dont nos "colloquants" accoucheront plus tard.

La société industrielle moderne bouscule les notions de frontières d'Etats nationaux, s'arrêtant toutefois aux limites de grands blocs. Armand, ménageant quand même "l'intérêt national" préconise l'ouverture vers l'Europe, c'est-à-dire le troisième bloc.

Voilà donc tout ce que nous retrouvons distillé, dans la littérature que nous avons absorbé par la suite.

Les structures périmées. C'est à qui en dira le plus à ce sujet. Mais tous dans cet esprit réformiste des mutations chères à Armand. Il est dit pis que

pendre de l'armée, de la justice, pour citer des exemples. Cependant, ces saloperies peuvent être "démocratisées" : Un coup de balai par un "colloquant" pour en parler. Pour tout ce monde, il faut simplement une meilleure armée, une meilleure justice, comme il faut une meilleure police, une meilleure démocratie, etc.

En ce qui concerne donc ces structures périmées, bien de chez nous, et "réformables", vous pouvez lire "L'Etat et le Citoyen", du Club Jean Moulin, si vous n'en avez pas marre au bout de cinquante pages. Lisez également la prose de P.M.F., plus digestible. Vous aurez droit à tous les détails, sur toutes les combinaisons possibles d'une bonne démocratie politique. Pas grand'chose à glaner dans toutes ces considérations, sur la démocratie bourgeoise. A peine quelques éléments utiles pour une discussion sur la démocratie en général. Car il existe un problème de la démocratie tout court. Il s'est trouvé posé par le fait de l'évolution de la société qui a provoqué d'énormes rassemblements d'hommes alors que les expériences de démocratie se rattachent à une période de groupements humains, moins importants ou, plus tard, à des tentatives pour s'adapter au rythme croissant des agglomérations urbaines et des entreprises gigantesques. Une histoire de la démocratie "prolétarienne" serait à faire. Et n'oublions pas que parler de démocratie, c'est poser la question d'égalité.

Nos "colloquants" nous en parlent à propos de la démocratisation de l'enseignement et d'une meilleure information. Mais en régime d'exploitation le résultat ne peut être qu'un conditionnement plus subtil et plus total.

Revenons à la planification démocratique. Enfin, il nous est dit et redit que si un plan économique est quelque chose d'énorme et complexe, ça peut tout de même se réduire à quelques données faciles à saisir et comprendre. Tout se ramène en définitive à un choix entre quelques solutions. Choix politique au sens le plus large du terme (Voir Club Jean Moulin, et les autres). Qu'est-ce à dire? Choix politique signifie choix de classe. C'est vrai au stade de l'élaboration à celui de la décision entre les solutions étudiées et enfin au stade de l'exécution. Or, à chacun de ces stades, la planification "démocratique" ne remet pas en cause la nature de classe du régime.

Mais pour nos lecteurs qui s'intéressent aux problèmes économiques, toute cette littérature sur la conception des plans peut être utile. Et cela, parce que pour tout plan, en quelque régime que ce soit, on retrouverait les mêmes problèmes: combien à l'investissement, c'est-à-dire à l'accumulation, à l'avenir, donc, combien pour l'amortissement, c'est-à-dire le simple renouvellement de l'appareil de production existant, combien pour les vieux, pour les jeunes, et leur éducation, etc...

Dans les plans, auxquels on nous propose d'adhérer et de nous associer, il y a en plus l'armée et les dépenses de prestige, les dividendes à garantir, la police, les moyens de conditionnement des exploités, etc...

Pour tout cet ensemble, si les calculs sont compliqués, quoique facilités grâce aux progrès de la technique, il n'en reste pas moins, et tout lecteur à la page s'en rendra facilement compte, que l'essentiel est de savoir

qui décide à tous les stades. Comme plus d'une fois au cours de ces notes de lecture, nous retombons sur la question du pouvoir, sur le problème révolutionnaire.

Nous vivons en régime d'exploitation de l'homme par l'homme. Les modernes sociétés industrielles en sont l'aspect actuel. Qu'il y ait eu des mutations au sein de la classe dominante, que des changements parfois importants se soient produits et continuent de se réaliser au sein de la masse des exploités il n'en résulte pas moins que l'exploitation subsiste et s'oriente même vers un conditionnement et une aliénation jamais atteints.

Si donc la lutte des exploités peut apparaître parfois réformiste, disons plutôt fragmentaire, dans l'action quotidienne, elle n'a de sens que par l'issue qu'elle vise, c'est-à-dire la destruction du régime d'exploitation. Toute entorse à cette ligne de conduite nous condamnerait à faire le jeu de la classe dominante. Dans ce jeu, nous ne voulons pas entrer. C'est dans et par notre lutte que nous nous libérons. C'est ça la position révolutionnaire. Elle est libératrice par la lutte dans le présent, et elle prépare la libération définitive pour l'avenir.

De ce point de vue, la planification démocratique, ce nouveau "retroussez vos manches" n'est autre qu'un slogan néo-réformiste.

Dans la littérature que nous venons d'absorber nous retrouvons des airs connus: il n'y a plus de classes par exemple. Cela parce qu'en période d'expansion notamment, la disparité des niveaux de vie accentue les divisions au sein des classes exploitées d'autant plus que la prolétarianisation a atteint des couches nouvelles, mais encore relativement très privilégiées. Cependant nous savons, par notre propre expérience, que ces nouvelles couches prolétarisées finissent par adopter les mêmes réflexes de défense que les ouvriers.

Plus de classes ! sans blague. Jamais encore le rythme de prolétarianisation de masses humaines, et cela dans le monde entier, n'a été si formidable et si rapide. Le tiers monde avec ses millions d'hommes est entré dans la danse.

Reconnaissons que tous nos néo-réformistes ne nous servent pas ce mauvais argument. Un Martinet par exemple ne s'y risque pas. Mais pour lui, la planification démocratique, c'est la suprême astuce, la bonne tactique, pour orienter la lutte de classe vers des résultats positifs. Pour la fourvoyer, certes, il n'y a pas mieux, comme chaque fois que les travailleurs se sont laissés entraîner dans la collaboration de classe et l'union nationale.

Pour être complet, il faudrait parler des dirigeants "ouvriers" qui se refusent ou hésitent à s'engager dans cette planification démocratique. Disons que c'est surtout pour des raisons doublement étrangères aux intérêts prolétariens. Ainsi de FO, de la CGT, et du PC. Ce n'est pas l'intégration à l'Etat qui leur fait peur, c'est l'orientation vers un troisième bloc.

Résumons-nous. La planification démocratique, c'est une trouvaille pour essayer d'obtenir des travailleurs une productivité supérieure. Les capitalistes américains ont eu recours à des cohortes de psychologues, de psychanalystes, voir de psychiatres, en plus de sociologues distingués, pour mettre au point toutes sortes de fomules. Ils se sont cassés les dents. Gageons que nos "colloquants" ne feront pas mieux. Il est probable que la planification démocratique subira le sort des comités d'entreprise qui eux aussi, devaient permettre "l'apprentissage des responsabilités économiques". Si les apprentis bureaucrates foncent et colloquent, les travailleurs ne tarderont pas à comprendre de quoi il. retourne.

x . x

x

correspondance

- d'un camarade du livre :

"Des camarades m'exposaient dernièrement les difficultés qu'ils rencontrent quotidiennement dans leur tâche de militants. Je leur livre ces quelques lignes édifiantes qui leur montreront un aspect du problème dans le livre.

Dans de nombreuses entreprises, le syndicat est depuis longtemps en perte de vitesse. Malheureusement, dans celles où il est encore actif, celles notamment qui, bénéficiant du label syndical, travaillent pour le parti communiste, l'atmosphère devient irrespirable. Dans ces boîtes, il n'est pas rare de voir les conventions collectives remises en question, les heures supplémentaires souvent nombreuses payées sans majoration. Dans une imprimerie travaillant pour la "Vie Ouvrière" où je fus employé, j'amenais un jour le permanent du syndicat du livre pour lui faire constater ces violations du droit ouvrier, nous fûmes chassés et menacés d'une trique par le patron. Après que nous ayons adressé une plainte au syndicat, celui-ci refusa de lever le label accordé à cette boîte.

Dans une autre boîte où les plaintes des compagnons avaient motivé le dérangement d'un représentant syndical du Boulevard Blanqui, on put voir celui-ci après avoir arrangé l'affaire sur le dos des ouvriers, entrer au restaurant avec la patronne.

La preuve de la complicité des communistes avec les patrons pour chasser des boîtes les militants libertaires n'est plus à faire.

A l'imprimerie municipale de la Ville de Paris, sise à l'époque dans les sous-sols de l'Hôtel-de-Ville, un camarade connu pour ses opinions libertaires, embauché quelques mois plus tôt en compagnie de deux autres ouvriers, fut remercié au moment des congés. On lui fit savoir que le travail manquait, et que les deux autres derniers rentrés devraient bientôt partir. Au retour des vacances, les deux gars étaient toujours là, et un troisième remplaçait l'indésirable anar, victime d'un dirigeant communiste influent dans la maison.

Ce genre de manoeuvre n'est pas rare dans le livre.

Dans la presse, les marchandages entre syndicats et patrons sont aussi écoeurants. Ainsi, pour conserver le contrôle de l'embauche, on n'hésite pas à faire fi des conventions collectives, les services sont souvent doublés et même triplés au mépris de la plus élémentaire sécurité.

Un copain, membre de la commission rotativiste CGT, manifestant trop souvent son désaccord avec de telles méthodes, fut "jugé" par ses pairs pendant sa période de congés. A son retour, sans vouloir l'entendre, et sans appel, on lui fit savoir qu'il n'appartenait plus ni à la commission ni à la presse. En clair, cela signifie qu'il n'a plus le droit de vivre. En d'autres termes, qu'il cherche ailleurs, mais ailleurs il est impossible à un militant conscient, intransigeant sur ses droits, de s'acclimater.

Le livre, qui fut toujours à la pointe du syndicalisme, est en passe de devenir le domaine des jaunes. Il serait grand temps que les militants, jaloux de leur dignité et partisans d'un vrai syndicalisme, s'unissent, et secouent la torpeur éternelle des suiveurs. "

- d'un camarade de chez UNIC (tables à dessin)

" Fidèle lecteur d'ICO, j'ai jugé utile de vous adresser un compte-rendu sommaire concernant le licenciement de 20 ouvriers.

Suite à l'achat de machines automatiques, la direction des Etablissements UNIC, décida de ramener l'horaire hebdomadaire de travail à 40 heures, pour les salariés touchés par l'automatisation.

Le chef d'entreprise déclara que par mesure humanitaire, il avait exclu la solution du licenciement, et opté pour les 40h, afin de ne pas mettre dans l'immédiat son personnel dans le besoin.

Les ouvriers directement intéressés firent grève en réclamant 40h sans diminution de salaires. Les syndicats prenant la direction du mouvement, jouèrent le rôle tampon en essayant d'apaiser les esprits. Finalement, une réunion entre patronat et syndicats devait reconnaître comme légal le licenciement de 20 ouvriers décidé à la suite du mouvement d'opposition des travailleurs. Il est évident que cette défaite ouvrière ne fait que souligner l'impuissance du régime social actuel."

- d'un camarade de l'Ardèche :

...Ce matin je reçois "Lettre" (bulletin mensuel de liaison entre militants catholiques). J'y relève un petit article intitulé: "En Espagne, la répression".

"En Espagne, la répression est toujours aussi dure et impitoyable. Depuis le 15 Mai, au moment où les grèves entraient dans leur dernière phase, les arrestations et les tortures se sont succédées d'une manière ininterrompue à Madrid, à Barcelone, aux Asturies, et au Pays Basque.

"Les journaux français qui donnèrent des informations sur les grèves ont complètement passé sous silence le sombre drame qui s'est déroulé dans les commissariats espagnols, où, nuit après nuit, on battait brutalement et l'on torturait avec acharnement des centaines d'ouvriers, d'étudiants, et de travailleurs accusés d'avoir organisé et rendu possible les mouvements de grèves qui pendant deux mois mirent en danger la stabilité du gouvernement Franco.

"La presse n'a pas parlé de: José Manuel Pelaez, fils de mineur, torturé d'une façon ininterrompue pendant 10 jours.

: du jeune avocat José Ramon Récalde, sorti des interrogatoires, la figure ensanglantée par les coups,

: de José Maria Pico Jonguèras d'une entreprise de compagnie d'Electricité et de gaz de Catalogne, battu avec un fouet métallique.

: du poète Isidro Molas, hospitalisé, après avoir reçu des coups de matraque sur les reins, d'une manière systématique pendant son interrogatoire.

: de ceux à qui l'on a fait subir les tortures les plus raffinées, comme la "poella", ou que l'on a laissé pendu par les mains, pendant plus d'un jour ou encore debout sans pouvoir s'appuyer nuit et jour, pendant que les policiers se relayaient pour un interrogatoire ininterrompu impitoyable, épuisant, et que ces brutalités aient été répétées journalièrement sur plus de cent personnes pendant plusieurs mois, avec une impunité absolue.

"Cependant, il est bon de noter que de tels faits on été réalisés et le sont toujours par un gouvernement qui se vante constamment d'être catholique et qui est appuyé et soutenu par une majorité de la Hiérarchie. Aucune protestation des organisations catholiques influentes de la nation ne s'est faite entendre".

-d'un camarade du Tidi:

"...On peut maintenant parler un peu plus sérieusement de ces élections. Comme reflet de l'opinion du corps électoral. Bien entendu, ne pas confondre avec la population active. Les jeunes travailleurs en sont exclus. Les vieillards dominent presque, dont notamment les vieilles femmes. Je pense à Pré-en-Pail, où mes seules parentes proches sont 4 veuves dont trois, toutes de plus de 80 ans. J'exagère un peu, bien sûr, mais quand on pense à tout ce qui vote !

On est revenu au vieil équilibre d'antan. Blancs et bleus, puis bleus et rouges. Et gauche et droite. Le référendum donnait 60 et 40%. Le 1^{er} tour

aussi. Je ne parle pas du second tour, qui ne présente pas le même intérêt de reflet fidèle de l'opinion des votants.

Je laisse tomber aussi les abstentionnistes. C'est hasardeux de faire parler les muets. Donc, le premier tour: que l'UNR devienne le parti unique de tout ce qui pense bourgeois, ne nous intéresse que secondairement. Ce qui compte, c'est que les travailleurs ont voté communiste et socialo. C'est grave. En blaguant je parlais du pôvre PSU !, ça aussi c'est grave, car le gros des suffrages PSU vient des fiefs de transfuges de la SFIO. Les vrais PSU n'ont récolté que quelques centaines de voix, même un Serge Mallet avec ses 1300 paysans.

Les travailleurs ont donc voté pour les deux seuls partis qui à leurs yeux font le poids. A nous d'en tirer les conclusions. France-Observateur, ajoutons même l'Express, et puis Le Monde - Tout ça, c'est des gros tirages. Mais ça ruerait donc du vent? j'emploie le conditionnel dubitatif volontairement.

Deuxième tour - n'a d'intérêt que pour les manoeuvres qui ont permis au PC et à la SFIO de se tirer du piège du mode de scrutin. Comparer les chiffres d'élus avec ce qu'aurait donné la proportionnelle. Pour l'UNR, voir tous les commentaires de la presse.

Ce soir, le Debu-Bridel, éditorialiste imposé (sans doute) à Radio Monte-Carlo depuis six mois, ou plus, "gaulliste de gauche" a évidemment insisté sur l'écrasement de la droite classique et l'orientation à gauche de l'UNR. Avec une opposition représentant les travailleurs, la nouvelle Chambre aidera le gouvernement à s'attaquer au "social" Et de parler alors de "planification démocratique". Je m'y attendais. Ils vont piquer le programme de P.M.F., Martinet, et tutti quanti. "

x x

x

CINÉMA

"LA LUTTE FINALE"

Il passe actuellement à Paris un film retraçant les étapes de la révolution russe. Le film a été fait à partir de vieilles bandes recueillies dans diverses cinémathèques d'Europe; ce sont souvent des documents inédits, ou totalement oubliés.

Il débute par une description des fêtes royales, les cours d'Autriche de Russie, les panaches qui rappellent les Folies-Bergères. Dans le même ton, on voit le Tzar et ses amis se baigner nus dans la Neva. Puis l'on passe au peuple qui souffre, 1905 la défaite devant les Japonais, l'insurrection organisée par

"des anarchistes", selon les commentateurs (ce qui est inexact, et qui surprend même les anarchistes). Car il faut souligner que les commentateurs, tout en se prétendant objectifs (le contraire surprendrait), se montrent de plus en plus "engagés" au fur et à mesure que le film évolue.

On nous décrit la guerre, Kérenski au pouvoir, le retour de Lénine en wagon plombé, l'arrivée de Trotzki "qui était un révolutionnaire professionnel" la prise de pouvoir par les soviets, la fraternisation des soldats russes et austro-hongrois. Ensuite l'organisation de la contre-révolution, les diverses armées blanches, les volontaires étrangers, les uniformes hétéroclites. Les soldats rouges fusillés par Kolchak sont une des scènes les plus terribles, on se rappelle surtout le visage de l'un qui vit jusqu'à ce qu'il tombe dans la fosse.

On nous montre l'armée rouge, Trotzki devant son train blindé, Trotzki en veste de cuir, Trotzki avec une longue vue, "Trotzki partout", disent modestement les commentateurs. Rapidement enfin, on arrive au lendemain de la révolution la mort de Lénine, la montée de Staline, le culte de la personnalité, les ballons qui emportent dans le ciel d'immenses portraits de Staline, la visite de la maison de Staline, les enfants récitant des vers devant un buste de Staline... l'exil de Trotzki, son discours de 1938 (?) "Le régime russe est comme le régime nazi, la Guépéou est exactement la même chose que la Gestapo". Par un rapprochement inattendu les commentateurs nous présentent Kroutchev faisant la critique du Stalinisme et reprenant les critiques de Trotzki, 23 ans après lui.

Tout en laissant de côté les réserves que l'on peut, et doit faire, sur le commentaire, "LA LUTTE FINALE" est un film intéressant, passionnant même. Mais combien de gens pourront aller le voir et combien d'autres films semblables attendent ils dans les cinémathèques et les archives?

....

"TU NE TUERAS POINT" /

Novembre 63: on quitte Paris en bagnole, avec quelques copains; le soir coucher dans une Auberge des Amis de la Nature, à peu de distance de Bruxelles tout ça pour voir un film français, un film interdit en Gaullie, le déjà célèbre "TU NE TUERAS POINT" de Claude Autant-Lara.

Eh ! bien le voyage en valait la peine car, outre l'intérêt d'une reprise de contact rapide hélas, avec quelques réalités de Belgique (les discussions avec le Père Aub' socialard, et les explications détaillées sur les Jeunes Gardes Socialistes et autres Faucons Rouges, le Congo, la querelle linguistique, et ses prolongements, les murs où d'énormes "A bas l'Armée" voisinent avec "La Wallonie se meurt, la Wallonie ne se rend pas" (sic) le tout signé par les Jeunes Gardes Socialistes, pas peureuses des contradictions, le film lui-même est remarquable, étonnant.

Nous avons vu l'oeuvre d'Autant-Lara dans une salle bruxelloise, avec 800 autres personnes venues de France, certaines de Marseille, sur l'initiative du "Canard Enchaîné", et la majorité d'entre nous a été heureusement surprise, s'attendant plutôt à voir un film généreux, certes, mais précisément plein de ce que cet adjectif renferme parfois de lacrymal, pire, de pléurnicherie, sans parler du côté prêchi-prêcha. Or, "TU NE TUERAS POINT" est aux antipodes de tout ça.

Et l'histoire du jeune Cordier, objecteur de conscience, en lutte dérisoire et pourtant pleine de vraie grandeur contre la colossale machine militaire, s'apparenterait plus à une oeuvre de combat, malgré la délicatesse de touche de la réalisation, qu'à un quelconque "message".

On peut être partisan ou non de l'objection de conscience, mais on ne pourra rester insensible au contenu tout de "dignité" de ce film, le mot dignité employé ici dans sa pleine acception de courage, de chaleur... De plus, ce qui ne gâte rien, "TU NE TUERAS POINT" est une violente attaque des systèmes militaires et cléricaux, attaque intelligente de surcroît, ce qui est rare.

Nous parlons assez rarement, dans ICO de cinéma et certains camarades pourront s'étonner que nous choisissons justement une oeuvre sur l'objection de conscience, et nous traiter de sentimentaux, etc... Mais nous tenons précisément à marquer le coup en fonction même de la critique faite au film par divers hebdomadaires dits "de gauche" ou "progressistes", critiques à première vue bien sympathiques, avec cependant on ne sait quelles réticences qui vous rendaient vaguement inquiet à l'avance. Nous insistons donc: le film d'Autant-Lara est une grande et belle oeuvre; chapeau à son réalisateur et à tous ses interprètes (le film a été tourné en Yougoslavie, la majorité des acteurs est donc composée de citoyens de Tito, mais le "rendu" d'une caserne française est tel qu'on s'y croirait) dont se détachent l'admirable Suzanne Flon, la mère de l'objecteur incarné par ce gars net et solide Laurent Terzieff. Quant aux difficultés de tous ordres rencontrées par Autant-Lara pour faire son film, c'est une autre histoire.... Un mot encore: Où voir le film? On ne peut répondre à la question pour le moment, mais si des camarades en ont l'occasion qu'ils n'hésitent pas surtout.

publications

NOTES CRITIQUES

Dans le numéro de mai 62 d'ICO, nous avons inséré une brève critique d'un camarade sur le numéro 2 de "Notes Critiques" (bulletin de recherche et d'orientation révolutionnaire publié par des camarades de Bordeaux)

Dans le n° 3 de Notes critiques, il était répondu à ce point de vue en un texte d'un peu plus d'une page que nous ne pouvons reproduire, faute de place. Le camarade, auteur de la première critique a fait une

Brève réponse à "Notes Critiques"

Que ce soit les Pujade et les Jdanov qui aient "fait du chemin dans la conscience de gauche" ou les Lukacs, Lefevre et Garaudy, voire les Sartre- c'est du pareil au même. La pensée, "elle-même" n'a rien à y voir. Reste à savoir si Notes Critiques a raison d'affirmer qu'une "théorie totale est l'élément déterminant (c'est nous qui soulignons) pour l'existence d'un nouveau mouvement révolutionnaire" et "si c'est aujourd'hui l'élaboration théorique qui fait le plus dangerusement défaut".

Dans nos remarques qui ont provoqué cette réplique, nous avons dit au contraire que "le mouvement révolutionnaire n'a nul besoin d'une théorie ou d'une science de la révolution mais simplement d'hommes révolutionnaires" et que "le seul problème 'théorique' de notre temps" est de savoir "comment" agir pour prévenir une nouvelle défaite du mouvement ouvrier" etc.....

Par conséquent, nous ne nions ni la pensée, ni la conscience révolutionnaire bien au contraire. Mais nous contestons qu'une "théorie totale" soit "l'élément déterminant" etc....

Sans être "marxistes" (vocabulaire qui ne désigne plus rien de nos jours), nous pensons comme Marx - qui pensait comme certains de ses maîtres et précurseurs - que la théorie n'est jamais que la mise en ordre intellectuelle, la mise en abstraction, dirions nous, d'une réalité, d'une expérience, d'une praxis. Nous acceptons par conséquent le projet d'une théorie critique, ou plus simplement d'une critique "totale" du mouvement ouvrier. Nous n'avons cure des prétentions théoriques des idéologues en titre, qui ne sont que les parasites - dans tous les sens du mot - de ce mouvement. Nos camarades de Notes Critiques se moquent de la théorie quand ils écrivent que "le mouvement révolutionnaire n'existe plus". S'il en était ainsi, la théorie "révolutionnaire" ne pourrait être que l'expression du néant où s'est abîmé le mouvement ouvrier. Mais l'être et le néant du mouvement ouvrier doit d'abord former l'objet de notre réflexion de nos discussions. C'est la seule "mise en question" qui nous paraît raisonnable, acceptable et nécessaire. Quant aux idéologues (repentis ou non) laissons les enterrer leurs morts.

NOIR ET ROUGE

(Cahiers d'études anarchistes révolutionnaires - LAGANT - BP II3 Paris 18eme)
n° 22 - Octobre Novembre 62 Sommaire : Possibilités d'un syndicalisme étudiant, Témoignages espagnols (parus dans ICC) - Pour une conception libertaire sur le racisme A propos des tâches immédiates et futures de l'anarchisme.

POUVOIR OUVRIER

(Supplément à Socialisme ou Barbarie - 42 Rue René Boulanger Paris) n° 45
Novembre 62 - Sommaire : texte sur le référendum - Cuba - voyage en URSS - Les travailleurs étrangers en France (extraits de tracts CGT Renault)

La REVOLUTION PROLETARIENNE

(revue syndicaliste révolutionnaire 14 Rue de Tracy Paris 3eme) n° 477 - nov. 62
Cuba, un tournant de l'histoire - Après le rendez vous d'automne - Une grande expérience coopérative en Uruguay - Chronique de l'Union des syndicalistes et d'un groupe de syndicalistes FC de la Loire.

CAHIERS DU SOCIALISME LIBERTAIRE (Luce Ottié 31 Rue des Mathurins Bièvres)

Octobre 62 n° 83 - Au dessus des oui et des non - Les jeunes agriculteurs - La justice (ce qu'elle n'est pas) - La méthode historico dialectique - Fédéralisme, centralisme Planification.

C.I.L.O. (Marchetti 103 Rue Orfila Paris 20eme) n° 21 - Amérique Latine (la confusion tercériste, Cuba, Chili), Espagne (le problème des salaires est le problème du régime franquiste)

BULLETINS D'ENTREPRISE

Bulletin Assurances Générales n° 44 novembre - décembre 62 - informations d'entreprises élections à la Sécurité Sociale - les hiérarchies parallèles.

Les Voix Ouvrières diffusées régulièrement dans une trentaine d'entreprises sous forme de bulletins ronéotés sont regroupées sous le titre Voix Ouvrières bimensuel imprimé avec la référence "Organe de lutte ouvrière pour une direction révolutionnaire des syndicats et pour la construction d'un parti révolutionnaire prolétarien" n° I-3 décembre 62 (Maurice Schroedt 5 Rue du Tir - Corbeil Essonne)
On y retrouve les articles communs aux Voix ouvrières et l'essentiel des informations d'entreprise.

L'Anarcho Syndicaliste bulletin de l'Union des Anarcho Syndicalistes (Roger Maillard
3 Rue du Poitou Nantes LA) n° 26 Sommaire : "La vraie bataille (les élections
et les conséquences) Non à l'intégration - faillite du suffrage universel
En annexe , les statuts de l'Union des Anarcho syndicalistes; ces camarades
posent dans leur préambule : " l'U.A.S est un outil , le moyen d'organisation
qu'ont choisi des anarcho syndicalistes pour organiser leur tendance dans la
classe ouvrière et plus particulièrement dans les syndicats " Cette "organi-
sation d'une minorité anarchiste dont l'objectif est davantage la précision
de pensée , garantie d'efficacité , que l'unité équivoque d'un grand nombre"
pose comme base minimum d'organisation "le groupe (association affinitaire
d'individus)... autonome et par conséquent libre en toute circonstance de
déterminer ses positions de principe et ses moyens d'action "

Nous reviendrons sur ces statuts, dont les principes de base devraient être
posés , à notre avis, non comme base de regroupement d'une minorité anarchiste,
et d'organisation d'une tendance syndicale , mais comme base de contact et de
discussion de militants et de travailleurs, syndiqués ou non , quelle que soit
leur famille politique pourvu qu'ils acceptent et respectent les règles
organisationnelles ainsi posées.

SOLIDARITY for worker's power (en anglais) publication soeur de Pouvoir Ouvrier
(E Morse 68 Hill Faem Whipsnade -Nr Dunstable - G B) -Commentaire sur les grèves
chez Fiat à Turin d'après un texte publié dans l'Express (27 -9-62) - journal d'un
voyage en URSS par un étudiant japonais (traduction dans Pouvoir Ouvrier n° 45)
sur les maladies nerveuses du travail (traduit de FO n° 43) - extraits traduits de
la brochure d'Ida Mett "La Commune de Kronstadt "

Le même groupe a publié une brochure " Homeless" (Sans logis) sur les conditions de
logement en Grande Bretagne .De la profession de foi figurant à la fin de cette
brochure , nous avons traduit le passage suivant:

"Nous ne sommes pas les porte parole d'un parti politique. Nos buts sont de décrire des
faits -sans détours , comme ils sont réellement , quelque désagréables qu'ils puissent
paraître pour certains .Nous n'avons aucune préoccupation d'ordre électoral .Nous nous
soucions encore moins de maintenir ou de conquérir telle ou telle position dans telle
ou telle organisation syndicale ou , politique .Notre seule foi est dans la base , dans
le peuple lui même. Nous essayons de les aider tous à parvenir à la compréhension la
plus large possible de la société dans laquelle nous vivons , de ce que sont les véritable
solutions de sorte qu'ils puissent alors déterminer eux mêmes les méthodes et les
objectifs de leurs luttes .Nous essayons d'organiser la solidarité là où c'est le plus
nécessaire. Et , avec nos moyens très limités , nous cherchons à aider chacun à gagner les
luttes dans lesquelles il est engagé " .

Autres publications reçues dont nous ne pouvons citer le contenu faute de place

L'Ecole Emancipée (Jarnaud - Le Lauze - Uzès -Gard)

Programme Communiste (BP n° 375 Marseille Colbert)

Le Monde Libertaire (3 Rue Ternaux Paris XIème)

World Labour News (anarcho syndicaliste en anglais)

Freedom (publication hebdomadaire anarchiste anglaise)

L'homme Libre (cercle d'études psychologiques -24 Rue de la Résistance -St Etienne)

Pour la paix (revue pacifiste - 59 avenue de l'Émeraude - Bruxelles IV)

Ce que nous sommes, ce que nous voulons.

Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis ou syndicats.

Les expériences que nous avons faites nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation. Ils servent d'intermédiaires sur le marché du travail, et utilisent nos luttes pour des buts politiques et non pour les épauler et les coordonner.

C'est pourquoi nous pensons que c'est à nous-mêmes de défendre nos intérêts et de lutter pour notre émancipation. Mais nous savons que nous ne pouvons le faire d'une façon efficace en restant isolés. Aussi cherchons-nous à créer des liaisons effectives directes entre les travailleurs, syndiqués ou non, de différentes usines, entreprises ou bureaux. Ceci nous permet de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos milieux de travail, de dénoncer les manœuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Cela nous mène, à travers les problèmes actuels, à mettre en cause le régime et à discuter les problèmes généraux, tels que la propriété capitaliste, la guerre, ou le racisme. Chacun expose librement son point de vue, et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise.

Dans les luttes nous intervenons pour que les mouvements soient unitaires, et pour cela, nous préconisons la mise sur pied de comités associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs, nous préconisons des revendications non hiérarchisées, et non catégorielles, capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. Nous considérons que ces luttes ne sont qu'une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises, et de la société, par les travailleurs eux-mêmes.

informations correspondance ouvrières

(Regroupement Inter Entreprise)

Correspondance : P. BLACHIER, 13 bis Rue Labois-Rouillon - PARIS-19^e

Abonnement : Un an - 10 numéros : 2,50 NF

Versements : LEGRIS, c. c. p. 4560-49 PARIS

RONEOTE à l'adresse ci-dessus

Le Gérant : P. BLACHIER